

**RAPPORT N° 2024/2-05
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 28 mars 2024**

**OBJET : DIAGNOSTIC PERIODIQUE DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT DE LA CINOR – AUTORISATION
DE SIGNER LE MARCHÉ**

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une politique de transition écologique » du projet politique de la CINOR.

Dans le cadre de la mise à jour du Schéma Directeur de l'Assainissement Collectif, la CINOR a lancé une consultation en vue de réaliser le diagnostic des deux systèmes d'assainissement de la CINOR (Saint-Denis/Sainte-Marie d'une part et Sainte-Suzanne d'autre part). Conformément à l'article 12 de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié, relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5, les résultats du diagnostic périodique doivent répondre a minima aux besoins suivants :

- Améliorer la connaissance des systèmes d'assainissement notamment au regard de :
 - o l'état du fonctionnement hydraulique des systèmes existants (collecte, transport, dépollution)
 - o la qualité de la pollution et des flux collectés dans le réseau, en entrée de stations et en sortie des stations de traitement
 - o l'estimation des volumes et de la pollution déversés au milieu naturel le cas échéant
- Recenser et mettre en évidence les problèmes existants et émergents, tant règlementaires que techniques, tant au niveau des ouvrages des réseaux de collecte qu'au niveau des ouvrages de dépollution du service : dysfonctionnements, limites et points à risque ;
- Proposer à la collectivité des solutions techniques appropriées et viables afin de remédier aux faiblesses et insuffisances de l'existant et d'optimiser le fonctionnement et la gestion du système d'assainissement en situation actuelle et future ;
- Permettre à la collectivité de faire des choix justifiés quant aux orientations futures de la gestion de l'assainissement ;
- Proposer à la collectivité une stratégie de renouvellement de son patrimoine.

La consultation des entreprises a été lancée le 11 décembre 2023 selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R. 2161-2 à 2161-5 du code de la commande publique.

L'estimation du marché a été établie à **391 563 € HT**. Le délai d'exécution est de 12 mois.

A la date de remise des offres, 1 pli a été enregistré et remis avant la date limite de remise des offres fixée au 2 février 2024 à 12 heures locales. Il s'agit de la société ATM-OI. L'ouverture du pli a été procédé le 2 février 2024.

Après avoir constaté que toutes les pièces de candidatures requises ont été remises par le candidat et après avoir analysé les capacités techniques et financières des candidats, la candidature a été agréée.

Suite à l'analyse de l'offre établie sur la base des critères de jugement fixés au règlement de la consultation, l'offre de ATM-OI a été jugée satisfaisante et, la Commission d'appel d'offres, réunie en séance du 27 mars 2024, a décidé d'attribuer le marché à la société ATM-OI pour un montant de **392 000 € HT**.

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- Approuver les pièces constitutives de cet appel d'offres ;
- M'autoriser à signer ce marché conformément à la décision d'attribution de la Commission d'appel d'offres en date du 27 mars 2024, avec la société ATM-OI pour un montant de 392 000 € HT;

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

Le Président

Maurice GIRONCEL

Accusé de réception en préfecture
N° 740119-20240328-BC 2024-2-05-DE
Date de télétransmission : 04/04/2024
Date de réception en préfecture : 04/04/2024

**DECISION N° 2024/2-05
du Bureau de la Communauté
en séance du 28 mars 2024**

**OBJET : DIAGNOSTIC PERIODIQUE DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT DE LA CINOR – AUTORISATION
DE SIGNER LE MARCHÉ**

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une politique de transition écologique » du projet politique de la CINOR.

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de Travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT, ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liées aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2024/2-05 du Président.

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les pièces constitutives de cet appel d'offres.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer ce marché conformément à la décision d'attribution de la Commission d'appel d'offres en date du 27 mars 2024, avec la société ATM-OI pour un montant de 392 000 € HT.

Nombre de votants : 12 (dont 1 procuration) Suffrages exprimés : 12 Vote pour : 12 Vote contre : 00 Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde 03 AVR 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL

Le Président
Maurice GIRONCEL

